

SWEF LP (anciennement appelée SkyPower Wind Energy Fund LP) dépose ses résultats intermédiaires

Renseignements: W. Judson Martin, président du conseil de SWEF GP Inc., judsonmartin@sweflp.com

TORONTO, le 30 mai /CNW/ - SWEF LP (la "Société en commandite") annonce le dépôt, auprès des organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières, de ses états financiers consolidés intermédiaires ainsi que de son rapport de gestion pour le trimestre terminé le 31 mars 2008. Ces documents pourront être consultés sur www.sedar.com et www.sweflp.com.

L'opération

Le 28 décembre 2007, Terrawinds Resources Corp. ("Terrawinds") a conclu une opération (l'"opération") en vertu de laquelle elle a vendu certains actifs et passifs relativement à son projet éolien (le "projet") à SkyPower Corp. ("SkyPower") en contrepartie d'un produit brut de 77 230 830 \$ incluant la prise en charge par SkyPower de certains passifs s'élevant à 221 002 135 \$. Par suite de cette opération, la Société en commandite s'est départie de sa participation dans le projet et des passifs sous-jacents.

Une distribution de 5,28 \$ par part a été versée aux commanditaires de SWEF LP (les "détenteurs de parts") le 16 janvier 2008.

À compter de la date de clôture, une portion de 5 000 000 \$ du produit brut total a été versée dans un compte de garantie bloqué pour une période de quatre mois et sera à la disposition de SkyPower en cas de réclamation imprévue contre elle ou contre les éléments d'actif qu'elle a achetés. Comme aucune réclamation n'a été déposée, ce montant a été remis à Terrawinds le 29 avril 2008.

Le 4 janvier 2008, Terrawinds a conclu une entente d'agent chargé du paiement de l'indemnité au titre des taxes et des impôts (l'"agent") en vertu de laquelle une somme de 24 490 816 \$ tirée du produit brut total a été versée à l'agent et sera détenue en fiducie. Ces fonds serviront à indemniser les détenteurs de parts pour les taxes et les impôts payables par suite de la perte de certaines déductions sur leur revenu, aux fins des impôts fédéral et provincial canadiens qu'ils s'attendaient à recevoir pour leur année financière 2005. Tout solde en fiducie non requis pour indemniser les détenteurs de parts sera remis à Terrawinds.

À la clôture, Terrawinds et la Société en commandite ont mis de côté une portion du prix d'achat à titre de réserve. Cette dernière servira à payer les frais liés à l'opération, les passifs non pris en charge par SkyPower, ainsi que les dépenses courantes de la Société en commandite et de Terrawinds qui devront être assumées pendant la période jusqu'à la distribution complète de tous les montants pouvant être distribués aux détenteurs de parts et à la dissolution de la Société en commandite et de Terrawinds. Le montant de la réserve s'élevait à 7 000 000 \$. Si le montant de la réserve devait être insuffisant, une partie ou la totalité de tout solde destiné à l'indemnité fiscale ou du montant au compte de garantie bloqué peut être ajoutée à la réserve en vue de faire face aux dépenses et aux obligations. Toute portion des indemnités fiscales, du compte de

garantie bloqué ou de la réserve qui ne servira pas aux fins décrites ci-dessus sera finalement distribuée de façon proportionnelle aux détenteurs de parts, et ce, le plus rapidement possible.

L'opération a des répercussions importantes sur la comparaison des résultats d'exploitation pour le trimestre terminé le 31 mars 2008 par rapport à la période correspondante terminée le 31 mars 2007.

Déductions relatives à la phase FEREEC

N'ayant pas été en mesure de terminer la phase FEREEC avant le 31 décembre 2006, Terrawinds a obtenu en mars 2007 une concession administrative de la part de l'Agence du revenu du Canada ("ARC") et de Revenu Québec selon laquelle les détenteurs de parts qui ont déduit des frais d'exploration au Canada ("FEC") en rapport avec la Société en commandite dans leur déclaration fiscale de 2005 ne feraient pas, pour le moment, l'objet d'une réévaluation de leur cotisation en se fondant sur le fait que Terrawinds poursuivait ses travaux en vue d'achever la phase FEREEC du projet en 2007.

Or Terrawinds n'a pas engagé suffisamment de FEC en 2007. Ainsi, l'ARC et Revenu Québec (le cas échéant) devraient mettre en route le processus de préparation d'une réévaluation des déclarations fiscales des détenteurs de parts pour 2005. Les détenteurs de parts devraient recevoir un Avis de nouvelle cotisation directement de l'ARC et de Revenu Québec (le cas échéant) indiquant le montant de l'impôt sur le revenu additionnel aux fins fédérale et provinciale payable pour l'année financière 2005. L'intérêt payable par les détenteurs de parts sur l'impôt additionnel basé sur leur quote-part du montant de FEC que Terrawinds n'a pas pu engager avant la fin de 2007 ne commencera généralement à courir qu'à partir du 1er mai 2007.

À la suite de l'opération, Terrawinds a placé dans une fiducie environ 24,5 M\$ de produits pour indemniser les détenteurs de parts à la suite des réévaluations de cotisation de l'ARC et de Revenu Québec. L'ARC nous a avisés qu'avant de procéder à la réévaluation de la cotisation des détenteurs de parts, elle a l'intention de mener un audit des FEC engagés par Terrawinds et de ceux auxquels elle a renoncés en ce qui a trait à l'année financière 2005. Les résultats de cet audit pourraient augmenter le montant que les détenteurs de parts seront autorisés à réclamer. Par conséquent, les détenteurs de parts ne pourront pas mener à bien le processus de réclamation des indemnités tant que l'ARC n'aura pas achevé son audit. D'après nos discussions avec l'ARC, nous nous attendons à ce que l'audit de Terrawinds commence très bientôt. Toutefois, nous ignorons quand il sera terminé et quand les Avis de nouvelle cotisation seront émis par l'ARC. Les détenteurs de parts qui résident au Québec recevront également un Avis de nouvelle cotisation de Revenu Québec. D'après nos discussions avec Revenu Québec, nous nous attendons à ce que les détenteurs de parts du Québec fassent l'objet d'une réévaluation fiscale très bientôt, Revenu Québec ayant indiqué ne pas avoir l'intention de soumettre Terrawinds à un audit. Par conséquent, les résidents du Québec peuvent déposer une réclamation d'indemnité à n'importe quel moment après avoir reçu l'Avis de nouvelle cotisation de Revenu Québec pour cette portion de leur réclamation.

Résultats d'exploitation

La perte nette pour le trimestre terminé le 31 mars 2008 s'est chiffrée à 0,1 M\$, comparativement à une perte nette de 0,4 M\$ pour le trimestre correspondant de 2007. Cette baisse de 0,3 M\$ est

principalement attribuable au fait que la Société en commandite a touché plus d'intérêts créditeurs parce qu'elle possédait plus de fonds en caisse et a engagé moins de dépenses en raison de l'arrêt de ses activités de développement et du processus liés à la liquidation de la Société en commandite.

Pour le trimestre terminé le 31 mars 2008, les intérêts créditeurs se sont chiffrés à 0,3 M\$, comparativement à 0,1 M\$ pour la période correspondante de 2007. Cette hausse de 0,2 M\$ est attribuable au fait que la Société en commandite disposait de beaucoup plus de fonds et de liquidités soumises à restrictions en caisse pour investir à la suite de l'opération.

Les frais administratifs pour le trimestre terminé le 31 mars 2008 se sont établis à 0,4 M\$, comparativement à une charge de 0,3 M\$ pour la période correspondante en 2007. La similitude est fortuite, car la nature et les raisons des divers types de dépenses ont changé considérablement. Au cours du trimestre terminé le 31 mars 2008, la Société en commandite a engagé des honoraires professionnels plus élevés en raison de sa liquidation; de plus, elle a subi une perte de change liée au paiement de certains frais de l'opération. Au cours du trimestre terminé le 31 mars 2007, la Société en commandite avait engagé des honoraires professionnels moindres, mais avait versé des frais de gestion à SkyPower en vertu de l'accord de services administratifs et avait engagé davantage de coûts administratifs divers, dans la même mesure que l'administration des activités de développement courantes.

Les impôts sur le capital pour le trimestre terminé le 31 mars 2008 constituent un montant peu important comparativement au montant de 0,1 M\$ versé pour la période correspondante de 2007. Les impôts sur le capital ont été comptabilisés pour le trimestre terminé le 31 mars 2008 afin de refléter la partie du premier trimestre des impôts sur le capital estimés que la Société devra verser pour l'exercice financier 2008.

Perspectives

- Le 29 avril 2008, le dépositaire légal a versé le montant total de 5 M\$ du compte en garantie bloqué au moment de la clôture de l'opération. Ces fonds seront conservés par Terrawinds jusqu'à ce que l'ARC achève son audit des FEC. Si l'audit confirme les montants de FEC réclamés, le montant total de 5 M\$ (0,65 \$ par part) sera rapidement distribué aux détenteurs de parts. D'après nos discussions avec l'ARC, nous nous attendons à ce que l'audit de Terrawinds commence très bientôt. Toutefois, nous ignorons à quel moment l'audit sera terminé.
- Le 10 mars et le 29 avril 2008, la direction a fait parvenir des instructions aux détenteurs de parts concernant le processus d'enregistrement des réclamations d'indemnité fiscale. Les distributions du montant de 24,5 M\$ détenu en fiducie par l'agent de paiement devraient commencer lorsque l'ARC aura achevé l'audit des FEC et émis les Avis de nouvelle cotisation de chaque détenteur de parts pour l'année financière 2005, avis qui est nécessaire pour déposer leur demande d'indemnité fiscale. Pour plus de renseignements, veuillez consulter www.sweflp.com et www.terida.com/paymentagent/fr.
- La Société en commandite devrait être liquidée au quatrième trimestre de 2008, plutôt qu'au deuxième trimestre de 2008 comme il avait déjà été annoncé. Des précisions sur le processus

de liquidation sont fournies dans la circulaire d'information de la direction en date du 29 novembre 2007, dont un exemplaire se trouve sur le site www.sedar.com.

- Dès la liquidation de la Société en commandite, celle-ci demandera à cesser d'être un émetteur assujetti conformément aux lois sur les valeurs mobilières applicables.
- Terrawinds sera liquidée aussitôt que les réclamations d'indemnité fiscale auront été achevées. On prévoit que cette procédure prendra plus d'une année.
- Toute portion de liquidités détenue par la Société en commandite ou par Terrawinds qui n'est pas requise pour financer des obligations de la Société en commandite ou de Terrawinds sera ultimement distribuée aux détenteurs de parts.
- Les détenteurs de parts sont invités à consulter régulièrement le site www.sweflp.com pour se tenir au courant des dernières informations sur la situation de SWEF LP et sur le processus d'indemnité fiscale.

Cette rubrique intitulée Perspectives est fondée sur des hypothèses et des attentes jugées raisonnables par la direction à la date des présentes. Elle ne peut garantir que ces hypothèses et ces attentes s'avéreront exactes. Voir les "Énoncés prospectifs".

Énoncés prospectifs

Certains énoncés contenus dans le présent communiqué constituent des énoncés prospectifs au sens de la Loi sur les valeurs mobilières (Ontario) concernant les résultats futurs de la Société en commandite fondés sur des hypothèses que la direction de SWEF GP Inc., le Commandité de la Société en commandite, a jugé raisonnables au moment de sa préparation le 27 mai 2008. De par leur nature, les énoncés prospectifs sont incertains et les résultats réels peuvent être très différents des hypothèses, des estimations ou des attentes reflétées ou contenues dans les présents énoncés prospectifs. La Société en commandite considère que les hypothèses sur lesquelles reposent ces énoncés prospectifs sont raisonnables, mais elle avertit le lecteur que ces hypothèses à l'égard d'événements futurs, dont bon nombre sont indépendantes de sa volonté, pourraient se révéler incorrectes. Ces énoncés prospectifs sont assujettis à un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'hypothèses, y compris le risque d'évaluations fiscales futures, de litiges ou d'autres dépenses imprévues.

La Société en commandite n'a ni l'intention ni l'obligation d'actualiser ou de réviser ces énoncés prospectifs à la lumière de nouveaux éléments d'information, d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, sauf si la loi l'exige. Ces risques pourraient faire en sorte que les résultats, les réalisations ou le rendement réels de la Société en commandite diffèrent de façon importante de tout résultat, réalisation ou rendement futur exprimé ou sous-entendu dans de tels énoncés. Ces avertissements visent expressément tous les énoncés prospectifs attribuables à la Société en commandite.